

Directeur de la Publication: TIENTCHEU KAMENI Maurice

Présidentielle 2025

Des signes qui font peur



- Discours de haine, tribalisme, candidatures contestées...
- Les crises de 1992 et 2018 peuvent se reproduire.
- Les Camerounais expriment leurs craintes.
- Le Cameroun est une société fragile, selon le sociologue Leonel Keptchuime.

Pp 5 - 9

Serail



Niat et Cavaye jusqu'à la mort

Leur reconduction à la tête du Senat et de l'Assemblée nationale témoigne d'un système politique gérontocratique et stagnant.

P. 2

Présidentielle 2025

Patricia Ndam mieux que Ndam Njoya?



La veuve du défunt président de l'Udc portera la candidature du parti après avoir remplacé son époux à toutes les fonctions. **P. 2**

Deuxième guerre mondiale

Les sacrifices du Cameroun pour la France

Lire l'extrait du rapport sur le rôle de la puissance coloniale entre 1945 et 1971.

P. 10

Cameroun-Libye

Les Lions sous pression



Ils jouent ce soir pour reprendre la tête du groupe D dans les qualifications du Mondial 2026.

P. 11

Cavaye et Niat jusqu'à la mort

Leur élection au perchoir lors de la session de mars n'était qu'une formalité dans un système politique statique fondé sur les équilibres régionaux.

La première session parlementaire de l'exercice 2025 s'est ouverte le 11 mars dernier. Comme à l'accoutumée, cette session est consacrée au renouvellement du bureau à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Pouvait-on s'attendre à un changement à la tête des deux chambres à la veille de l'élection présidentielle du mois d'octobre prochain ? La réponse est négative. L'honorable Cavaye Yeguié Djibril a été réélu avec 125 voix sur 137 votants. A la chambre haute, Marcel Niat Njifenji a été reconduit en obtenant 87 des 90 votes enregistrés. Depuis l'avènement du multipartisme au Cameroun, il y a lieu de souligner que le Parlement subit la dictature du parti au pouvoir, le Rdp, qui bloque toute alternance au Parlement comme à la tête de l'Etat. De retour au pays, après un long séjour en Europe pour des raisons de santé, Marcel Niat Njifenji, âgé de 91 ans, président du Sénat sortant, a assisté aux travaux de la session. Une présence indispensable pour être reconduit à la tête du Sénat qu'il dirige depuis sa création en 2013. A l'Assemblée nationale, c'est un autre pont de régime qui tient les rênes de l'institution depuis 33 ans : Cavaye Yeguié Djibril. La longévité de ces acteurs s'ex-



Marcel Niat et Cavaye Yeguié Djibril

plique par un certain nombre de facteurs dans un Etat dit « stationnaire » comme le Cameroun. A la vérité, c'est un Etat qui brille par un statisme-sclérosant. La théorie de « l'Etat stationnaire » rend intelligible la manière dont l'ordre politique au Cameroun est abordé. Le socio-politiste Fred Eboko et l'anthropologue Patrick Awondo fournissent des indications conceptuelles et historiques. L'Etat stationnaire c'est d'abord un produit historique issu d'un infléchissement du pouvoir de Yaoundé qui a dû faire face, entre 1980 et 1990, à des tentatives de putsch, à une crise économique et à la gestion de la libéralisation de la vie publique. En outre, c'est une organisation politique singulière qui génère ou produit « un système d'allégeance clientéliste » avec pour effet la « conservation » ou la

« perpétuation » du pouvoir. En tant que tel, l'immobilisme est appréhendé et perçu à la fois comme fondement et effet du système. C'est enfin une mécanique qui conjugue une « inertie de l'action publique » et un « contrôle politique » dessinant les contours et le contenu d'une véritable « gouvernance de la neutralisation ». Voilà pour les explications données dans le n°150 de la revue Politique Africaine, paru en 2018, intitulé : « Cameroun. L'Etat stationnaire ».

Paul Biya, Marcel Niat Njifenji, Cavaye Yeguié Djibril ou encore Clément Atangana, Président de la Cour Constitutionnelle sont tous des nonagénaires, et détiennent depuis des années, voire des décennies, les clés du pouvoir. Un paradoxe dans un pays où la moyenne d'âge

est de 18 ans. A l'observation, ceux-ci s'accrochent au pouvoir ad vitam aeternam. Prendre leur retraite pour laisser place à la jeunesse ne figure pas dans leurs ambitions. La retraite est considérée comme une mort prématurée.

Gérontocratie et équilibre

La question essentielle est celle de l'efficacité de ces vieux pour le développement du Cameroun. Tous semblent en déphasage avec les enjeux et défis de l'heure. A ceci vient se greffer le jeu des équilibres. Les individus sont aussi longtemps aux affaires pour certains équilibres régionaux. Selon Louis Marie Kakdeu, secrétaire général du Sdf, parti d'opposition, la politique de discrimination positive n'est efficace pour régler une injustice sociale que lorsqu'elle est ponctuelle. Or, au lieu de travailler pour régler le problème d'inégalité qui la justifiait, « les politiciens véreux ont travaillé à aggraver les inégalités pour justifier leur éternisation au pouvoir et à certains postes de responsabilité ». Ainsi, en 2025, on parle toujours de ZEP (Zone d'Education Prioritaire) au Cameroun. C'est de l'une de ces régions que vient le président de l'Assemblée Nationale, en poste depuis 33 ans : l'Extrême Nord.

Olivier Mbessité

Présidentielle au Gabon Effervescence à Yaoundé

La communauté estudiantine gabonaise se prépare à participer au scrutin du 12 avril prochain pour sortir le pays de la transition militaire.

Le Gabon, pays de l'Afrique Centrale, vivra un nouveau scrutin présidentiel le 12 avril 2025. Une élection qui se tient après une période de transition menée par la junte militaire au pouvoir, depuis le 30 août 2023. Au terme du contentieux préélectoral, le scrutin mettra en compétition huit candidats : Brice Clotaire Oligui Nguema, le président de la transition, l'ancien Premier ministre Claude Bilie By Nze, Stéphane Germain Iloko, Joseph Lapensée Essigone, Thierry Yvon Michel Ngoma, Axel Stophène Ibinga Ibinga, Alain Simplicie Boungoueres et Zenaba Gninga Chaning. Les étudiants gabonais installés dans la capitale politique du Cameroun suivent avec beaucoup d'intérêt l'actualité dans leur pays. D'ailleurs beaucoup reposent de nombreux espoirs sur le prochain président pour la construction du Gabon. Ils entendent participer au changement en allant voter. « Je suis un jeune étudiant à Yaoundé. C'est ma première année au Cameroun. Je m'étais déjà inscrit sur les listes électorales au Gabon, précisément à Woleu-Ntem, l'une des neuf provinces du Gabon. Une fois ici à Yaoundé, j'ai changé de bureau de vote. Donc j'attends le jour du vote pour plébisciter mon candidat », confie Lamine Mba-Bah inscrit à l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (Issea). Il poursuit : « je vais exprimer ma voix depuis le Cameroun, je suis ravi de prendre part à cette élection qui vient mettre un terme à la transition politique depuis 2023. Je connais les différents candidats, je connais le projet politique de chaque candidat. »

Embellie au Gabon

Mintsa Okemvele, un autre étudiant de l'Issea, s'est directement fait enrôler sur les listes électorales sur place à Yaoundé. Il ira voter le 12 avril prochain et choisira le candidat qui a des ambitions grandes pour construire le pays. « Nous souhaitons avoir un Gabon prospère au niveau de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Il y a lieu de souligner que durant la période de transition, le Gabon a connu une embellie, avec la construction des infrastructures routières, les hôpitaux et bien d'autres projets. Il est bien vrai que tout n'est pas parfait, mais il y a des avancées notoires et perceptibles sur le terrain. Au vu de tous ces atouts, je suis motivé en tant que citoyen gabonais d'aller voter », explique Mintsa Okemvele.

Il y en a qui n'iront pas voter comme ce jeune apprenant ayant requis l'anonymat. Néanmoins, il reste sensible à l'actualité politique de son pays. « Le Gabon ouvre une nouvelle page de son histoire, après 50 ans de règne de la famille Bongo. Pour cette nouvelle élection, nous voulons un président proche de ses populations, qui porte les aspirations de son peuple, pour réduire le fossé des inégalités sociales. Ceci passe par la bonne gouvernance, la meilleure gestion des ressources de l'Etat », indique-t-il.

Olivier Mbessité

Présidentielle 2025

Ndam Njoya a échoué, Patricia veut réussir

La veuve du président fondateur de l'UDC portera la candidature du parti, après avoir fait le tour de diverses fonctions.

A la veille de la présidentielle d'octobre prochain, l'Union Démocratique du Cameroun (UDC) a investi son candidat. Il s'agit de Patricia Tomaino Ndam Njoya, cinq ans après le décès d'Adamou Ndam Njoya en 2020. Le député UDC Koupit Adamou estime que Patricia Tomaino Ndam Njoya est pétrie de qualités et dispose de l'expérience politique avérée qui parle en sa faveur. « Pour une fois, le Cameroun a l'opportunité d'élire à la tête du pays une femme purement politique qui aura exercé toutes les fonctions électives politiques avant de postuler à la magistrature suprême. Elle est une femme politique militante avérée de l'UDC, qui a occupé des fonctions politiques au Bureau Exécutif national et au Bureau Politique. Elle a été élue député sur deux mandatures



Patricia Ndam Njoya

consécutives, elle est élue conseillère régionale, aujourd'hui elle est maire. Au regard de son parcours, il ne lui reste que la fonction présidentielle, c'est une politicienne pure et dure », renseigne l'honorable Koupit Adamou.

Clash interne

Pourtant l'ascension de Patricia Tomaino Ndam Njoya ne suscite pas moins de contestations. Des cadres de l'UDC ont cla-

qué la porte, voyant une forme de dynastie après le décès du fondateur, Adamou Ndam Njoya. Cyrille Sam Baka, alors vice-président, estimait qu'après la disparition du fondateur, il lui revenait de prendre la tête du parti. « Ayant appris pendant 29 ans aux côtés d'Adamou Ndam Njoya l'harmonie, le consensus, le dialogue, toute chose qui motivait cet homme, je me vois mal

en train d'aller dans le juridisme pour récupérer un poste dont j'ai le droit », dénonçait-il. L'honorable Koupit Adamou botte en touche les considérations de succession dynastique. Il fait d'ailleurs savoir que la candidate de l'UDC n'est pas là en tant qu'épouse de son défunt mari, mais en tant que « militante confirmée, convaincue et convaincante, ce qui est loin des considérations familiales ou tribales. » Ce cadre du parti met plutôt en avant le bilan de Mme Patricia Ndam en tant que maire, notamment ses réalisations dans la ville de Foumban. Il invite l'ensemble des Camerounais à transcender les considérations culturelles et sexistes. « Les grandes nations qui se développent aujourd'hui ont dépassé les barrières sexistes. Je crois qu'une femme peut réussir là où les hommes ont échoué dans la gestion de la cité », conclut l'honorable Koupit Adamou.

Olivier Mbessité

Lecture

Le livre papier résiste bien

Des bibliothèques de Yaoundé continuent d'attirer un public fidèle, même si de nombreux jeunes passent le clair de leur temps sur leurs smartphones pour lire des documents en ligne.

Le silence règne dans la grande salle de la médiathèque de l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Yaoundé, située à un jet de pierre du Lac municipal. Ce 20 mars 2025, autour des tables, huit personnes (jeunes et adultes) sont absorbées par la lecture de livres physiques. A l'accueil, une autre scène se joue : plusieurs jeunes se succèdent pour souscrire à un abonnement leur donnant accès à la bibliothèque numérique. Ce contraste illustre bien la mutation en cours dans le monde du livre.

Avec la montée en puissance du numérique, la lecture change de visage. Les livres en version physique cèdent progressivement la place aux formats numériques, accessibles en quelques clics sur un smartphone ou une tablette. « Avec mon téléphone, je peux lire n'importe où et à tout moment. Je télécharge des livres gratuits en PDF et je les lis dans les taxis ou même en attendant un ami », confie Lionel, étudiant en lettres modernes. Un constat confirmé par le bibliothécaire de la médiathèque de l'Ifc. « Les jeunes sont plus intéressés par le numérique. Mais nous avons encore une clientèle fidèle pour les ouvrages papier », explique-t-il.

Au Centre de documentation (Caped) de Mvog-Betsi, les étagères croulent sous le poids des livres qui attendent désespérément des lecteurs. Ici, le manque d'en-



Exposition vente des livres au salon international de l'industrie du livre de Yaoundé.

gouement pour la lecture physique est criant. « Très peu de jeunes viennent emprunter des ouvrages. Ils préfèrent chercher des résumés en ligne », regrette une employée. Selon le rapport d'analyse de l'Annuaire statistique du secteur de l'éducation et de la formation au Cameroun de 2022, publié par l'Institut national de la statistique (Ins), il y a 56% d'élèves du Cm2

dont les performances en français sont en dessous du seuil acceptable.

Face à cette réalité, certains éditeurs et institutions culturelles tentent de raviver la flamme de la lecture papier. Le Salon international de l'industrie du livre de Yaoundé, par exemple, mise sur des activités interactives pour inciter les jeunes à renouer avec les livres. Depuis trois ans,

des concours de dictée, de lecture à haute voix, d'écriture et de dessin y sont organisés. Julie Essai, parent d'élèves, y participe activement. « J'ai inscrit mes dix enfants à ces ateliers et cela leur a permis de mieux s'intéresser aux livres. Certains ont même remporté des outils didactiques », se réjouit-elle.

Le papier résiste

Malgré la vague numérique, le livre en format physique garde une place de choix chez certains lecteurs. « Je préfère sentir le papier, tourner les pages et souligner les passages importants. Lorsque je suis en train de lire un livre, je suis en parfaite communion avec l'ouvrage. Le livre papier a une magie que le numérique ne saurait remplacer », confie Donatien Tchakounté, écrivain et passionné de littérature rencontré au Musée national de Yaoundé. Pour lui, lire sur écran fatigue les yeux et diminue le plaisir de lecture. Si le numérique offre une accessibilité et une diversité de contenus inégalées, le livre papier conserve ses atouts. « L'enjeu est désormais de trouver un équilibre entre ces supports pour que la lecture, sous toutes ses formes, ne perde jamais de sa valeur. Les éditions Lupeppo, organisateur du Salon international de l'industrie du livre de Yaoundé, lance les concours pour emmener les enfants à s'intéresser à la lecture. Un enfant est un être très intelligent », martèle Carolle Lessé, membres de l'équipe des éditions Lupeppo.

Alain Leuwat

Régulation

Le CNC sanctionne sept journalistes

Le gendarme des médias a pris des mesures fermes face à la montée des discours haineux et à la diffusion d'informations erronées.

Le paysage médiatique camerounais connaît une recrudescence des discours jugés haineux et des allégations infondées, suscitant l'inquiétude des instances de régulation. Lors de sa dernière session ordinaire, le Conseil national de la communication (CNC) a pris des décisions strictes à l'encontre de sept journalistes et de plusieurs médias, invoquant des manquements graves aux règles déontologiques du métier. Dans son communiqué, le Cnc insiste sur la nécessité de préserver la paix sociale, l'unité et la cohésion nationale, valeurs essentielles dans un contexte où certains contenus médiatiques peuvent être vecteurs de tensions et de divisions. C'est dans cette optique que l'organe de régulation a examiné plusieurs affaires, débouchant sur des sanctions notables.

Parfait Ayissi, présentateur de l'émission « Libre Expression », a écopé d'une suspension d'un mois, tout comme son programme, à la suite de dé-

clarations controversées tenues par l'homme politique Abel Elimbi Lobe. Ce dernier a proféré des propos jugés injurieux à l'encontre de l'indépendantiste Ernest Ouandié lors de l'émission libre expression des 23 février et 9 mars 2025. Une mise en garde a également été adressée au Président directeur général de la chaîne concernée. Cédrique Nding quant à lui, a été sanctionné pour trois mois. Le journaliste a été impliqué dans deux affaires distinctes : d'une part, l'attribution erronée d'une entreprise, Beta Consult, à l'ancien Premier ministre Peter Mafany Musonge, et d'autre part, la diffusion d'informations infondées insinuant que le riz Big Joe contenait des substances nocives. Ces accusations, jugées diffamatoires, ont motivé la sévérité de la sanction.

De son côté, Duval Fangwa a été suspendu pour une durée de deux mois après la diffusion d'un discours jugé injurieux dans son émission « Droit de réponse ». La chaîne

Équinoxe TV, qui hébergeait ce programme, n'a pas été épargnée : un avertissement lui a été adressé, et l'émission suspendue pour un mois. Le Cnc rappelle que la responsabilité des journalistes et des organes de presse est engagée dans la préservation du climat social. En mettant en avant les valeurs républicaines et en appelant à une rigueur accrue dans le traitement de l'information, l'instance de régulation entend freiner la prolifération des contenus préjudiciables au maintien de la paix sociale.

Au-delà des cas les plus médiatisés, quatre autres professionnels des médias ont également été sanctionnés. Ces décisions, qui s'inscrivent dans une volonté de régulation plus stricte, posent toutefois la question de l'équilibre entre liberté de la presse et respect des principes déontologiques. Alors que certains dénoncent une atteinte à l'indépendance des médias, le Cnc affirme agir dans l'intérêt de la cohésion nationale, face à une montée préoccupante des discours susceptibles d'alimenter la division et la stigmatisation.

Alain Leuwat

Victoire Fil-In

Une héritière du bikutsi

L'artiste entame une nouvelle aventure musicale avec un nouvel album de 14 titres baptisé « Remember Résistance ». Une dose de rythmes Ekang et d'autres variétés.

À seulement 20 ans, elle était déjà l'une des jeunes voix féminines du bikutsi révélée dans les années 2000. Plus tard, le public réserve un bon accueil à son album de six titres sorti en 2005, intitulé « Je m'en dormirai dans tes bras ». Dans cet album, son talent confirmé est valorisé par plusieurs musiciens du groupe super bazooka : Ozili Loga, Valérie Medjo, Brice Bass Eya, Tonton Ebogo, Elo Josué et Washington.

La suite de sa carrière sera en berne. Emportée par la vie des cabarets et autres spectacles du genre, elle sera pendant plusieurs années déconnectée de son public. Malgré tout, sa discographie grandira avec deux nouveaux albums, sortis respectivement en 2012 et en 2023, mais qui ne connaîtront pas le même succès que le premier album.

Le 5 mars 2025, elle a présenté à la presse son 4ème album baptisé « Remember Résistance » composé de 14 titres parmi lesquels : « Je m'endor-

mirai dans tes bras », « L'amour est un vice », « Mekomga », « Hommage aux défunts », « Miyone mi fam », « Ozibaso », « Hommage à Mama Chantal Biya », « Je veux », « Jalousie », « Zouk fraîcheur d'amour », « Mengue », « Folle d'amour », « Odoug » et « Infidélité ». Un répertoire de ses anciens et nouveaux titres, qui signe sa nouvelle aventure musicale aux côtés de Belfort Production, après celle vécue chez MFC production.

La presse a pu apprécier également le nouveau clip du titre « Mekomga » diffusé au cours de la conférence de presse. Elle affirme : « Le message de cette chanson porte sur l'admiration pour son prochain. En de mots simples, si ton prochain te dépasse, porte son sac. Si tu peux mieux faire pour ton prochain, fais-le, mais sans l'envier ». et de poursuivre : « j'ai décidé de reprendre avec l'aide et les encouragements de mes fans, de restaurer des anciennes chansons que j'ai sorties depuis des années ». Explique l'artiste Victoire Fil-In.

Béatrice Chantale Eloundou, de son nom à l'état civil, est une jeune artiste musicienne originaire du Nyong et So'o, à la base danseuse professionnelle du groupe « Saint André ». Elle a notamment dansé pour plusieurs artistes confirmés comme Jacky Kingué, Anatole Dureau Atangana, Ange Damien et bien d'autres.

Victoire Fil-In a évolué comme titulaire dans un cabaret de la ville de Yaoundé où elle a fait montre de ses talents de chanteuse. C'est de là, que naîtra son tout premier album intitulé « Je m'en dormirai dans tes bras » ; donnant naissance à son nom de scène, Victoire Fil-In qu'elle porte aujourd'hui. En 2023, elle s'affiche avec un maxi single baptisé « Cœur blessé », dans un featuring avec le monument Ben Deca. Cette aventure s'est vécue sous les couleurs de MFC production, annonçant un album de 12 titres. Depuis 2024, elle est engagée avec la maison Belfort production.

Victoire Fil-In, dans ses débuts, avait été séduite par la façon de voir Jacky Kingué chanter ; ce qui lui a permis de nourrir le rêve de devenir artiste. Mais le déclic viendra des encouragements de Tanus Foé, qui a toujours su apprécier son talent.

Bertin Bidja

Quand socialisme rime avec injustice

Avec « Le procès du père Likibi » du Congolais Emmanuel Dongala, le Camerounais David Noundji signe une adaptation où la suspicion et la jalousie servent d'alibi pour vouer aux gémonies un citoyen ordinaire.

Entre le Congo et David Noundji, il y a de la joie. Après « Verre cassé » d'Alain Mabanckou qu'il a promené sur les planches du Cameroun et d'ailleurs comme conteur depuis une quinzaine d'années, voici « Le procès du père Likibi ». Une nouvelle tirée de l'écrin littéraire étincelant et prodigieux d'Emmanuel Dongala. Le spectacle, qui en était à sa septième représentation à Yaoundé le 11 mars dernier, marquait son retour sur les planches d'Othni (Laboratoire de théâtre de Yaoundé), après celles du Centre Zingui (Ekoumdoum), Kareffour (Mimboman) et Othni (Essos), entre décembre 2024 et février 2025.

Pour cette dernière représentation avant l'export, notamment à un festival à Libreville très prochainement, Noundji de la Compagnie Zingui a répondu à l'invitation de son vieux complice Martin Ambara, metteur en scène et promoteur de Othni, avec qui il avait déjà exploré ce même texte voici une vingtaine d'années pour le plus grand bonheur des théâtres. C'est ainsi que « Le procès du



Yaoundé le 11 mars 2025. Une scène de la pièce de théâtre sur les planches d'Othni.

« Le procès du père Likibi » a constitué le plat de résistance du quinzième anniversaire d'un espace indépendant où le théâtre a tous ses droits, qu'il s'agisse de son écriture, de son apprentissage ou de sa diffusion. Le procès du père Likibi est une nouvelle parue dans un recueil, Jazz et vin de palme, devenu depuis célèbre. Tout le génie de Noundji aura été de le transformer en texte de théâtre avant de le monter avec un duo dont le jeu

fait mouche. D'une part Yesta Brava, comédien originaire de RCA dont le Cameroun est devenu la seconde patrie, et Hervey Keedi qui en était à son premier rôle au théâtre. Un duo qui a marqué les esprits autant par leur complicité scénique, mais également par leur jeu qui, tout au long des 70 minutes de la pièce, a captivé l'attention du spectateur et promené dans les dédales d'une esthétique où le conte croise le théâtre avec bonheur tant il n'y a pas de dé-

séquilibre du point de vue du jeu entre les deux genres artistiques qui constituent également les deux parties de la pièce.

« Pouvoirs mystiques »

L'intrigue autour de laquelle se bâtit le texte porte sur la suspicion et la jalousie, le tout dans un Congo alors communiste dans les années 70. Likibi a le malheur d'avoir une jolie fille qui attire tous les regards et d'avoir stoppé la pluie le jour du mariage de cette dernière avec un étranger. Depuis ces noces il y a quatre mois, la pluie a pris congé du village du fait sans doute de dérèglements climatiques. Du coup, Likibi est accusé, au nom du « socialisme scientifique », d'empêcher, par ses « pouvoirs mystiques », la pluie de tomber. Lui qui a, par le passé, juré ses contempteurs, réussi à se métamorphoser en « papaye pourrie », en « lézard », en « vent violent » et tutti quanti. Acculé, il a du mal à expliquer qu'il n'est pour rien dans cette conjoncture dont il subit également les affres dans sa propre chair.

Avec ce procès, Dongala en profite pour faire celui du socialisme

qu'avait instauré le pouvoir kaki en son pays. Les inégalités sociales, le chômage, la pauvreté galopante et le manque de respect dû aux anciens sont ainsi passé au crible d'une plume caustique, incandescente et lyrique. On perçoit très vite à travers le sort de son personnage principal celui de nombreux Congolais qui auront soupé cette forme de gouvernance jusqu'à la lie sans que le pays, hélas, ne s'en porte mieux. Un procès dont l'actualité réside dans celui qui se fait par rapport au capitalisme qui, depuis plus de 35 ans, règne sans partage dans un monde où l'accumulation financière de quelques-uns a réduit la multitude dans une servitude qui empile les malheurs et relègue l'humain au sort de l'esclave. Noundji pour sa part aura réussi à instiller cet inconfort des temps présents dans le public qui n'a pas manqué de lui réserver un standing ovation à la fin du spectacle qui constituait le clou des festivités des 15 ans d'Othni.

Mallam Dido

Le procès du père Likibi, texte d'Emmanuel Dongala, mis en scène par David Noundji, avec Piko Yesta Brava et Hervey Keedi, régie d'Arsène Beyene, costumes d'Anguy Haïf, 70 min.

Martin Ambara

« Notre avenir m'inquiète »

Après les festivités des 15 ans du Laboratoire de théâtre de Yaoundé Othni, son promoteur envisage un avenir sombre au vu de la conjoncture en cours au Cameroun et dans le monde.

Voici que Othni a 15 ans. En êtes-vous personnellement fier ?

Oui. Le plus beau bilan que je puisse faire au bout de 15 ans est celui de la formation. Par le passé, on comptait le nombre de comédiens professionnels bien formés au Cameroun. Après en avoir distribué six ou sept dans une création, on était certain qu'il fallait combler le vide restant par du tout-venant. Depuis nos débuts ici à Othni, nous avons travaillé à former des vagues de comédiens qui, aujourd'hui, et pour nombre d'entre eux, volent de leurs propres ailes sur la scène artistique locale et même internationale. Ils sont une vingtaine et nous n'en sommes pas peu fier au vu de leurs prestations respectives ainsi que des distributions dont ils font partie. N'oublions pas que le plus grand investissement que l'on puisse faire pour l'humanité c'est l'humain justement. Ces comédiens constituent, vous l'aurez compris, notre plus grande fierté dans cette aventure de laboratoire.

Il paraît que vous l'avez ouvert en 2010 sur un coup de tête. Racontez-nous !

En 2009, nous avons reçu une subvention de la Maison du livre en France pour écrire une pièce. Revenu au Cameroun l'année d'après, nous avons pensé qu'il fallait monter cette pièce. Ce qui a emballé notre bailleur d'autant plus que ce qui était alors le Centre culturel français devait nous accompagner dans cette seconde phase. Il

se trouve malheureusement que le directeur de l'époque nous a fait une promesse qu'il n'a pas pu tenir. Il nous a ainsi fait savoir à quelques jours de la première représentation que la seule contribution du CCF serait la mise à disposition gratuite de la salle de spectacle. Cela alors que nous avions, galvanisé par la promesse de subvention de départ, engagé des frais à partir de dettes contractées çà et là pour pourvoir à diverses charges liées à la création (location de l'espace de répétition, nutrition et transport des comédiens ainsi que des autres intervenants dans la création, achats des costumes et des accessoires...) sans compter les promesses de cachet. D'être ainsi pris au dépourvu à 15 jours de la première représentation, a jeté un froid sur notre moral et m'a même procuré un sentiment de honte. En colère, je pris la décision de refuser cette proposition et de trouver un lieu qui pourrait abriter la pièce alors en création. C'est ce lieu qui deviendra Othni en ce mois de mars 2010 !

Cette pièce avait pour titre Osiriades SG 2021. Le théâtre connaît chez nous une traversée du désert ou quelque chose de s'y rapprochant. Pourquoi persévérez-vous donc à garder votre Laboratoire ouvert et à y mener des activités ?

J'ai souvent l'habitude de demander si c'est seulement le théâtre qui connaît des moments difficiles. Des étudiants par exemple après leur formation sont obligés de créer du travail par eux-mêmes pour pouvoir

vivre. Ils font preuve d'inventivité pour éviter le chômage et être utiles à la société tout en se donnant les moyens pour affronter le quotidien souvent difficile. Le théâtre fait partie de cet environnement là où la crise de l'emploi est une réalité. Et cela compte non tenu de ce que l'art et la culture sont les enfants mal aimés à l'heure des grandes crises. Est-ce pour autant qu'il faille baisser les bras ou abandonner ? Bien sûr que non ! Il y a une passion qui nous embrase de l'intérieur et nous intime de poursuivre. La culture est l'âme d'un peuple et c'est à partir d'elle qu'on peut déterminer la psychologie générale dudit peuple. La laisser mourir est un grand péché à ne pas commettre vis-à-vis de nos peuples. Nous sommes dès lors en demeure de trouver les moyens pour garder ardente la flamme du théâtre, cela à travers par exemple la collaboration avec des structures à l'étranger, des soutiens financiers çà et là, etc. J'aime votre expression de traversée du désert. Elle me rappelle d'autres traversées comme celle de Moïse dans le désert ou celle de la Sanaga sur le dos d'un serpent par le peuple Ekang. Au bout de ces traversées gorgées d'espoir, il y a toujours une nouvelle vie plus confortable qui commence. Dans la Bible, on parle de nouvelle écoumène de vie et que je transpose au théâtre par ce que j'appelle la métaphysique du théâtre qui n'est rien d'autre que la quête de soi. Faire du théâtre pour moi, c'est partager en effet avec le spectateur un rêve qui se veut com-

mun et qui ambitionne de pronostiquer un monde meilleur.

Quelles autres activités artistiques et culturelles accueille votre espace ?

Depuis son ouverture, Othni a connu beaucoup d'aménagements. Au début, il n'y avait pas d'espace de répétition pour des artistes et nous avons ouvert nos portes aux créateurs. Par la même occasion, nous avons mis à leur disposition notre scène, en complément des seuls centres culturels français et allemand où ils pouvaient alors s'exprimer. Le théâtre étant artistiquement un lieu de convergence d'autres arts comme le conte, la danse ou la musique, nous avons ouvert des départements. Il y a ainsi un espace danse, un espace musique, deux salles de spectacle, un espace pour les conférences et les ateliers, et une bibliothèque que nous avons ouverte en 2017 et qui porte le nom de Samuel Martin Eno Belinga. Je profite de votre micro pour informer vos lecteurs que cette bibliothèque organise depuis quatre ans un concours de lecture dénommé The Reading Contest qui met en concurrence les élèves du secondaire dans les deux langues officielles du Cameroun. Les meilleurs en plus de prix en nature (livres, stylos et gadgets divers) et en argent, reçoivent un abonnement d'un an à la bibliothèque. C'est une activité qui nous tient beaucoup à cœur.

Comment envisagez-vous l'avenir ? Que peut-on vous souhaiter pour les prochaines années ?



J'envisage l'avenir sans grand optimisme. Rendu au point où nous en sommes, ça devient de plus en plus difficile de maintenir le standard qui est désormais le nôtre. Il ne vous a pas échappé que depuis un moment, des espaces comme les nôtres en Europe voient leur voilure se réduire avec des coupes budgétaires liées aux subventions publiques toujours en réduction. Toutes choses qui vont nous impacter durement vu que les partenariats que nous avons avec certains d'entre eux courent le risque de ne pas être renouvelés. En pensant à l'avenir, je me demande s'il n'est pas temps pour nos instances en charge de la culture de se pencher sur des initiatives comme les nôtres. Quinze ans d'existence ce n'est pas rien tout de même ! Leur silence, je dois l'avouer, nous est pénible et nous interroge. Mais nous allons continuer de mener nos différentes activités avec nos moyens en espérant que d'autres soutiens adviendront, d'ici ou d'ailleurs.

Propos recueillis par

M. D.

Un chemin pavé d'incertitudes

Si chaque élection a son histoire, celle de cette année au Cameroun pourrait bien s'écrire en lettres de sang. Les signaux sont d'ores et déjà passés au rouge, dans un pays où le Ministre de l'Administration Territoriale a définitivement opté pour l'usage de la terreur comme mode d'opération, ne permettant que l'expression des thuriféraires du régime. En face pourtant, d'autres forces sociales se dressent, jusque dans l'Eglise catholique et la diaspora. Elles veulent voir s'achever un règne qui a dépassé 40 ans. Ce vieux pouvoir qui étouffe par sa gouvernance calamiteuse, source de misère, de corruption, d'inégalités sociales, de tribalisme et même de conflits armés. Les positions paraissent radicalisées dans une société camerounaise de plus en plus divisée. Les acteurs s'alignent sur les extrêmes, comme dans un scénario d'affrontement final à venir, peut-être le temps d'une élection. Il y a lieu de sonner l'alerte.



Une rue Douala lors des émeutes de 2008.

Démocratie

Elections présidentielles, source de tensions

L'histoire chaotique des compétitions politiques en Afrique et au Cameroun, ne laisse guère indifférent. L'année 2025 peut devenir infernale si les démons du passé resurgissent et se mêlent à ceux du présent.

Le cercle vicieux des violences post-électorales a fait son nid en Afrique depuis les indépendances. Si le phénomène est observable dans d'autres régions du monde, il s'est exacerbé en Afrique où presque toutes les élections, surtout présidentielles, se sont soldées par des violences.

Le Cameroun, vanté pour sa prétendue paix, n'a pas échappé à ces revendications parfois sanglantes. C'était le cas en 1992. Le 11 octobre de cette année-là s'est tenue la première élection pluraliste dans le pays. Paul Biya, au pouvoir depuis 10 ans, affrontait comme principaux opposants, Ni John Fru Ndi, Chairman du Social democratic Front (Sdf), et candidat de l'Union pour le changement, et Bello Bouba Maigari de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp). Alors que les résultats tardent à être publiés, Fru Ndi prend les devants et annonce sa victoire le 20 octobre. La Cour suprême annonce plutôt la victoire de Paul Biya le 22 octobre et les émeutes éclatent dans les principaux bastions de l'opposition, dont la ville de Bamenda, siège du Sdf. La maison du Premier ministre de l'époque, Simon Achidi Achu, est incendiée. A Muyuka, Ngum Gildeon Mankoh, le sous-préfet de la localité est brûlé vif, ainsi qu'Alhadji Tita Fumekong, un soutien de Paul Biya. Fru Ndi, principal opposant, est assigné à résidence surveillée pendant un mois. Maurice Kamto, président national du Mouvement pour la Renaissance du

Cameroun (MRC) va lui aussi être assigné à résidence surveillée après l'élection présidentielle de 2018. Tout comme Fru Ndi, il s'est déclaré vainqueur du scrutin présidentiel. Il a organisé une série de marches blanches violemment réprimées par les forces du régime.

2018 sur les pas de 1992

Le 26 janvier 2019, l'avocate Michèle Ndoki et l'homme politique Célestin Djamen, sont blessés par balle au cours d'une marche organisée par le MRC à Douala. Plusieurs autres marches sont réprimées dans les villes de Yaoundé et Bafoussam. Des centaines de militants sont arrêtés et embastillés. Le 29 janvier 2019, Maurice Kamto est arrêté. Il va passer près de 10 mois de prison, avant d'être relâché en octobre 2019.

Le Gabon et la Côte d'Ivoire pas épargnés

En 2016, le Gabon a vécu une crise post-électorale qui a fait plus de 50 morts. Après la réélection d'Ali Bongo Ondimba, son principal opposant, Jean Ping, a contesté cette victoire et s'est déclaré vainqueur. Des émeutes ont éclaté dans le pays et l'Assemblée nationale a été brûlée. Le Quartier Général (QG) de campagne de Jean Ping est farouchement bombardé par hélicoptère, pour un bilan de plus de 27 morts.

En Côte d'Ivoire, en novembre 2010, à l'issue du 2nd tour des élections présidentielles, Laurent Gbagbo président sor-

tant, est déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel. Son rival, Alassane Ouattara, est reconnu vainqueur par la Commission électorale et la Communauté internationale. Une violente crise s'en est suivie, avec un bilan officiel de 3 248 morts. Gbagbo va finalement être arrêté en avril 2011.

Les signes avant-coureurs au Cameroun en 2025

L'échéance électorale de 2025 suscite une effervescence politique sans précédent au Cameroun. A 92 ans, après plus de quatre décennies à la tête de l'Etat, Paul Biya maintient le flou sur sa candidature, tandis que certains de ses soutiens l'appellent à se représenter. Les tensions entre pouvoir et opposition s'exacerbent. La Brigade Anti-Sardinards (BAS), fer de lance de la contestation dans la diaspora, intensifie ses actions contre les représentants du régime en Europe, comme en témoigne l'attaque récente à Bruxelles contre Mounouna Foutsou, le Ministre de la Jeunesse. Cette radicalisation de l'opposition extérieure, s'accompagne d'une montée en puissance des critiques internes, notamment de la part du clergé catholique. Des évêques, à l'image de Samuel Kleda et Yaouda Hourgo, dénoncent ouvertement l'éventualité d'une nouvelle candidature de Paul Biya, illustrant une contestation inédite.

Sur le plan électoral, le climat se tend. Paul Atanga Nji, Ministre de l'Administration territoriale, rejette la candidature

de Cabral Libii, invoquant des motifs juridiques, tandis que Maurice Kamto, leader du MRC, se heurte aux restrictions du code électoral après le boycott des élections de 2020 par son parti.

Si les soutiens du Président en exercice tentent de maintenir un équilibre en sa faveur, la diversité des fronts contestataires indique une évolution probable du paysage politique camerounais. Le 13 février dernier, à l'occasion de son anniversaire, des jeunes de divers horizons sociologiques ont lancé un appel solennel au Président pour qu'il se représente. Plus encore, ils ont décidé d'aller au-delà des simples déclarations en initiant une cagnotte visant à couvrir les frais de sa caution électorale. Une démarche qui, sous couvert de spontanéité, s'inscrit dans une stratégie plus large de mobilisation en faveur du chef de l'Etat. Les chefs traditionnels, piliers de l'organisation sociale camerounaise, ont également apporté leur pierre à l'édifice. Réunis le 27 janvier dernier à Yaoundé, ils ont exprimé un « soutien ferme et définitif » à Paul Biya, rappelant son statut d'« homme d'expérience » et son rôle central dans la stabilité du pays. Un engagement qui n'a rien d'anodin. En tant qu'auxiliaires de l'administration, ces figures influentes participent activement à la structuration du pouvoir en relayant les consignes auprès des populations locales. C'est dire si le régime en place est vent debout pour une réélection quasi certaine. Face à lui, la contestation sociale gagne du terrain. Pour l'heure, elle s'exprime de diverses manières y compris à travers des manifestations violentes d'une diaspora désabusée.

Guy Etom et Alain Leuwat

Siège Social: Yaoundé- Cameroun
Tel: (237) 698 432 700 / 675 170 921



Directeur de la publication
TIENCHEU KAMENI Maurice
Directeur de la rédaction
ASSONGMO NECDEM

Rédaction
BIDJA Bertin, MBESSITE Olivier,
TCHAKAM Marc, Alain LEUWAT
Guy ETOM, Franklin ONANA

Infographie
NOUGUEN Steve
Direction commerciale
TIENCHEU Jean-Paul,
NGABA Françoise,
NKUITCHOU Joel
Imprimerie
Le localier

Candidatures

Paul Biya : à quand le départ au village ?

Beaucoup espèrent voir le vieux président prendre la retraite qu'il avait lui-même envisagée. Mais il est passé maître dans l'art du langage codé fait de dits et de non-dits.



Paul Biya, aurevoir.

« Au sein du Rdpc, le candidat à l'élection présidentielle est connu (...) C'est son Excellence Paul Biya ». C'est en ces termes que Jean Nkuete, le secrétaire général du parti au pouvoir, a annoncé la future candidature de Paul Biya dans les colonnes du journal Cameroon Tribune de ce vendredi 21 mars 2025. Le chef de l'Etat lui-même dans son adresse à la jeunesse le 10 février 2025, avait déclaré : « je puis vous assurer que je continuerai d'être à vos côtés pour relever les défis auxquels vous êtes confrontés. » Une déclaration perçue comme un aveu de représentation à sa propre succession.

Les appels à candidatures se multiplient

Le 18 mars dernier, une délégation de chefs traditionnels du département du Nkam, dans la Région du Littoral, a remis au Premier Ministre, Joseph Dion Ngute, une motion de soutien valant appel à candidature de Paul Biya. Cette délégation était conduite par un universitaire bien connu, le Pr. Aurélien Sosso, ancien recteur de l'Université de Yaoundé 1, par ailleurs chef de 2ème degré du village Tondè. Si cette motion de soutien est la dernière en date, elle n'est cependant

pas la seule.

Le 24 février, un collectif d'enseignants d'université et d'acteurs de la société civile, a lancé un appel à Douala. Ils souhaitent voir l'homme du 6 novembre se représenter à l'élection présidentielle de 2025, à 92 ans révolus. Avant eux, des jeunes d'horizons divers, ont eux aussi demandé au chef de l'Etat de déposer sa candidature. Ils se disent même prêts à réunir les 30 millions de F.Cfa nécessaires comme caution pour tous les candidats à l'élection. Les chefs traditionnels du Centre et les imams, avaient déjà apporté leur soutien à Paul Biya pour un nouveau mandat, après 42 ans au pouvoir.

Les évêques disent « non »

Pourtant la candidature de Paul Biya est loin de faire l'unanimité, et semble même contribuer à diviser davantage les Camerounais. Beaucoup se souviennent que le président avait lui-même envisagé de prendre sa retraite au « village ». Il répondait à une question de la presse lors de la visite du président français Emmanuel Macron au Cameroun en juillet 2022. La déclaration présidentielle ne disait pas quand il s'en ira. Dans tous les cas, il y en a qui ne cachent plus leur désir de le

voir prendre cette retraite. Certains évêques de l'Eglise catholique au Cameroun en font partie. Monseigneur Samuel Kleda, archevêque métropolitain de Douala, était le premier à sonner le tocsin en qualifiant d'irréaliste une candidature de Paul Biya en 2025. Monseigneur Yaouda Hourgo, évêque de Yagoua, lui, préfère bonnement la gouvernance du diable. Quant à Monseigneur Emmanuel Abbo, évêque de Ngaoundéré, il dénonce les inégalités causées par la gouvernance actuelle.

Les sorties des prélats, aussi dures les unes que les autres, ont davantage cristallisé le débat sur la probable candidature de Paul Biya ; une question sur laquelle les soutiens et les opposants s'affrontent avec virulence. C'est le lieu de dire qu'une frange des Camerounais n'est plus favorable à une candidature de Paul Biya. Plusieurs compatriotes, y compris des plus hauts placés se confient aux journalistes sans jamais oser se prononcer publiquement. S'il est élu, le plus vieux président au monde aura alors 99 ans à la fin de cet autre septennat, qui sera son sixième depuis son accession à la magistrature suprême en 1982.

Guy Etom

Climat social

Biya contre Kamto : duel à hauts risques

Au fur et à mesure que l'élection approche, l'éventualité des candidatures du président et de l'opposant crispe l'espace public ; comme en 2018.

La période préélectorale, dans tous les pays d'Afrique, est émaillée de vives tensions. Le Cameroun ne fait pas l'exception, même si l'on le qualifie de havre de paix. A la vérité, les deux poids lourds de la politique du Cameroun, Paul Biya du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), et Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), sont au cœur des polémiques souvent très tendues entre leurs partisans.

Lors de sa sortie médiatique du 5 mars dernier, le Ministre de l'Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, a tenu des propos musclés contre le leader du MRC, le prévenant qu'il se retrouverait « au pays de si je savais ». Le Ministre a déclaré : « Si cette personne persiste dans la logique de provocation, de manipulation, de dresser les Camerounais, les uns contre les autres, il va une fois de plus terminer sa course dans le pays de si je savais. Et cette fois-ci dans le pays de si je savais, le séjour sera long. » Une fois de plus, comme en 2019, l'épée de Damoclès plane sur la tête de Maurice Kamto qui, pour avoir manifesté pacifiquement contre la réélection du Président sortant Paul Biya, avait été arrêté et incarcéré le 26 janvier 2019, avec environ 150 autres manifestants. Aujourd'hui



Maurice Kamto et Paul Biya

encore, toute manifestation publique est interdite pour ce parti de l'opposition. « Les instigateurs et les contrevenants, quels qu'ils soient, se heurteront à la rigueur de la loi », avait prévenu le Minat en 2019 pendant la crise post-électorale.

Replis identitaires

L'élection présidentielle d'octobre prochain réveille de plus en plus le sentiment ethnique et ethnophobe. Les Bulus sont appelés « Sardinards », tandis que les Bamilékés sont les « anti-Sardinards ». Selon le Pr Pierre Roger Tsafack, socio-politiste, le Mrc de Maurice Kamto, est convaincu d'être persécuté par les tenants du régime actuellement au pouvoir à Yaoundé, depuis que son leader a démissionné du gouvernement pour challenger Paul Biya. Et Maurice Kamto ne semble pas vouloir s'arrêter. « Qu'ils n'essayent pas en 2025 ! Parce que je vous le dis, avec le plus grand calme. En 2025, s'ils essayent, ça prendra ceux que ça prendra, les survivants arrangeront le pays. » Est-ce une simple coïncidence quand il avertit ainsi

quelques semaines avant que le soldat Solo Bomaye de la Brigade anti-Sardinards (Bas) ne déclare ouvertement la guerre aux Bulus ? Plus loin, son « garde du corps » à Paris, dans une vidéo sur les réseaux sociaux, laissait entendre : « si les gens veulent que le pays bascule dans la violence, alors il basculera dans la violence. »

Jamais depuis les années 1990, le combat politique n'a connu une telle démesure. C'est justement cette stratégie nauséabonde faite de diatribes virulentes, d'invectives et de discours véhéments à travers lesquels certains Camerounais sont systématiquement stigmatisés, qui a fini par pousser vers Maurice Kamto les ultras de la diaspora camerounaise. Et ceux-ci, depuis les casses des ambassades en France et en Allemagne, voient en chaque Bulu un ennemi à abattre. Selon le Pr Pierre Roger Tsafack, « beaucoup plus que les convictions et les programmes inexistantes de gouvernance, c'est le repli identitaire ce mal porteur de violences qui sous-tend leurs discours. »

Olivier Mbessité

Transparence

Le Code électoral divise toujours

Le 17 février dernier, un document portant propositions de révision du texte était envoyé au Président de la République. Pour ce qui est du code actuel, il n'y a toujours pas de consensus entre le Pouvoir, l'opposition et la société civile.

Les propositions de modification du Code électoral, ont de nouveaux été envoyées par courriel au chef de l'Etat le 17 février 2025, il s'agit du deuxième document relatif au consensus électoral, après que Paul Biya ait répondu à Patricia Tomaino Ndam Njoya, présidente de l'Union Démocratique camerounaise (UDC) le 10 janvier dernier, n'avoit jamais reçu cette proposition de révision du code électoral. Un document qui fut envoyée depuis novembre 2022. Plusieurs leaders de l'opposition, notamment Maurice Kamto, Cabral Libii et Joshua Osih entre autres, s'étaient réunis le 31 mars 2021 pour mettre sur pied une plateforme de l'opposition et de la société civile, aux fins de faire réviser le Code électoral au Cameroun.

C'est à la faveur d'une énième élection contestée en 2011 que l'actuel Code électoral est entré en vigueur en 2012. S'il a apporté quelques avancées notables en matière d'élection au Cameroun, il n'a cependant pas fait taire les querelles qui naissent après chaque scrutin. Au contraire, ce nouveau texte les a accentuées. Et pour cause, il n'est pas le fruit d'un consensus entre le gouvernement, la société civile et l'opposition. On l'accuse d'être savamment taillé pour assurer la victoire, à chaque fois, au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir.

Au rang des nombreux griefs retenus contre le Code électoral, on peut noter l'absence d'une disposition permettant la

tenu de l'élection présidentielle à deux tours, l'inexistence d'une circonscription électorale unique et, surtout, l'absence d'un bulletin de vote unique. Par ailleurs, l'organe en charge des élections, Elections Cameroon (ElecCam), n'échappe pas aux critiques. Beaucoup décrivent sa composition, avec une prédominance des anciens membres du parti au pouvoir. En plus, cette composition est décidée par un décret du président de la République, selon une formule où la durée du mandat des membres oblige ces derniers à être soumis pour espérer d'autres nominations.

Les opposants et les membres de la société civile espèrent donc que cette nouvelle transmission d'une proposition de consensus trouvera un écho favorable au-



Des leaders de partis politiques et de la société civile qui ont proposé la réforme du code électoral.

près de Paul Biya. La session parlementaire de mars, bien entamée, cette révision ne semble pas être à l'ordre du jour. La session de juin sera donc la dernière avant l'élection et le dernier espoir pour la nation entière, d'avoir un Code électoral consensuel pour un scrutin transparent et équitable.

G. E.

Dérives verbales

Montée inquiétante du discours haineux

Depuis plusieurs années, des figures publiques s'affrontent par des invectives, oubliant bien souvent le débat démocratique.

Le débat politique au Cameroun se radicalise à l'approche de la présidentielle de 2025, alimenté par des prises de parole incendiaires. Le dernier épisode en date met en scène André Luther Meka, militant du Rdpc, qui met en garde Emilién Atangana, président du parti Front des démocrates camerounais (Fdc), contre une éventuelle investiture de Maurice Kamto par le Fdc. Dans un message relayé sur les réseaux sociaux, André Luther Meka qualifie le Mrc d'« *opposition la plus tribale de l'histoire du Cameroun* », évoquant une prétendue politique « ethnofasciste, clanique et égotique. » Le 16 août 2024 sur le plateau de la chaîne Info Tv, l'homme politique Abel Elimbi Lobe déclare : « *Oui, je suis tribaliste, les gens qui ont cette impression ne se trompent pas.* » Il poursuit en expliquant que son objectif est que chaque groupe ethnique constitutif de la Nation camerounaise puisse avoir sa place, ajoutant que « *personne*

ne doit prendre la place de l'autre. » Il déplore également le fait que certains groupes viennent « *prendre les sièges de député dans le littoral* » ou organisent des « *razzias foncières* » privant les enfants du Littoral de leur terre légitime. Abel Elimbi Lobe est le promoteur d'un mouvement politique dénommé Kwatal qui se positionne comme dédié à la défense des droits et de la représentation politique des communautés du Littoral en dehors des alliances politiques existantes.

haine tribale et instrumentalisation politique

Abel Elimbi Lobé a encore fait parler de lui. Le 23 février dernier lors de l'émission « *Libre Expression* » diffusée sur Infos TV, il a taxé les Upécistes, notamment Ernest Ouandié, de « *bandits* », accusant les « *maquisards bamiléks* » d'avoir arraché de force des terres dans le département du Mounjo. Ces déclarations ont provoqué une onde de choc au sein de l'opinion publique camerounaise.

En 2023, le sociologue Claude Abbé et l'analyste politique Dieudonné Esomba ont également été accusés d'attiser les tensions ethniques. Lors de l'émission « *Club d'Élites* » sur la chaîne Vision 4, leurs déclarations sur les clivages ethniques ont conduit la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, à intervenir pour mettre en garde contre les risques de division. Même la Coupe d'Afrique des Nations 2023 n'a pas échappé à cette montée de la haine verbale.

Le 3 février 2019, lors de l'émission « *Actualité Hebdo* » diffusée sur la Cameroon Radio Television (CRTV), la télé publique, Jean de Dieu Momo, leader du parti Paddec et ministre délégué auprès du ministre de la Justice, a tenu des propos controversés en comparant les Bamiléks aux Juifs qui ont eux-mêmes cherché leurs malheurs. Ces déclarations ont suscité une vive polémique, conduisant l'ambassade d'Israël au Cameroun à exprimer

son indignation et à exiger des excuses officielles. En réponse, la Crtv a présenté ses excuses pour avoir diffusé ces propos, reconnaissant leurs caractères offensants et inappropriés. Le discours de haine au Cameroun ne se limite plus aux cercles politiques. Il s'infiltré dans la société et menace le vivre-ensemble. Entre insultes publiques, calomnies médiatiques et campagnes de stigmatisation sur les réseaux sociaux, la frontière entre rivalité politique et incitation à la haine est de plus en plus floue. Face à cette situation, des voix s'élèvent pour réclamer une régulation plus stricte des propos dans l'espace public. Mais dans un contexte où les institutions sont souvent accusées de partialité, la lutte contre la haine tribale est souvent instrumentalisée à des fins politiques.

Le Cameroun est à la croisée des chemins : laisser cette dérive s'intensifier au risque de fracturer davantage la nation, ou prendre des mesures fermes pour restaurer un débat politique apaisé.

Alain Leuwat

Médias

Liberté sans responsabilité

L'instrumentalisation voulue ou subie des journalistes fait d'eux les complices des entrepreneurs du chaos.



Le 20 mars dernier, le Conseil National de la Communication (CNC) a suspendu plusieurs journalistes et émissions. Parmi eux, il y a Parfait Ayissi et son émission dominicale « *Libre Expression* », sur Info Tv. Cette émission a servi de viatique à un homme politique pour traiter les nationalistes Upécistes, et particulièrement Ernest Ouandié, de « *bandit* ». Comme en 2018, les médias vont jouer un rôle déterminant dans le choix du prochain président de la République au Cameroun. C'est à ce titre qu'une quinzaine de patrons de presse ont pris sur eux de cosigner une tribune de mise en garde contre les discours de haine dans les médias. Cette initiative part du constat d'une tribalisation du débat politique dans les médias. D'après François Bambou, patron du trihebdomadaire Défis Actuels et cosignataire de cette tribune, « *l'objectif est d'interpeller la conscience des journalistes afin qu'ils ne se laissent plus entraîner dans cette surenchère dangereuse pour la cohésion sociale* ». Cette initiative est salutaire dans la mesure où les plateaux de télé sont devenus aujourd'hui, quasiment des rings de boxe et des lieux de joutes verbales. Ici, la stigmatisation ethnique est devenue le maitre-mot. Sous le regard complice de l'Etat, qui dispose pourtant des moyens de re-

cadage et même de répression. La presse, censée être objective, se laisse facilement embarquée dans les prises de position. On assiste ainsi à l'émergence des journalistes devenus des militants de partis politiques. Avec les risques d'escalade des violences sociales en cette année charnière pour le Cameroun, il est urgent que la presse se ressaisisse et joue le rôle véritable qui est le sien. Les exemples comme la Radio Mille Collines au Rwanda qui a exacerbé les clivages ayant finalement conduit au génocide de 1994, doivent servir de repoussoir aux responsables des médias et journalistes. Ces derniers doivent se rappeler qu'au-delà des strapontins souvent perçus, l'éthique journalistique impose la rigueur, l'impartialité et le refus de toute forme d'incitation à la haine. Il est urgent d'appeler à la cessation de cette instrumentalisation de la presse et d'un usage responsable de la parole publique. Les médias doivent de ce fait, prendre la pleine mesure de leur rôle de régulateur du débat démocratique et de l'assumer. Car, comme le dit François Bambou, « *La liberté d'expression s'accompagne de responsabilités. Il est de notre devoir de nous assurer qu'elle ne serve pas de prétexte à la fragmentation de notre société.* »

Guy Etom

Fraudes électorales

Le casse-tête chinois de l'opposition

Depuis l'avènement du multipartisme en 1990, la sincérité des scrutins est remise en cause, sous l'administration, l'Onel et Elecram. La formule de la transparence reste à inventer.

La fraude électorale est l'un des facteurs pouvant embraser le pays. Puisqu'à la fin du processus électoral, chacun, en fonction de ses résultats, peut s'auto-proclamer vainqueur. Ce fut le cas à l'occasion de la première élection présidentielle multipartite et pluraliste du 11 octobre 1992 où les partisans de l'Union pour le changement, mouvement ayant porté la candidature de Ni John Fru Ndi, dénonçaient la fraude électorale et une élection entachée de nombreuses irrégularités. Alors que ses partisans faisaient de lui le vainqueur de cette élection anticipée, la Cour suprême annonçait la victoire du candidat sortant, Paul Biya, avec 39,9% des suffrages. Ni John Fru Ndi obtint 35,9%, Maigari Bello Bouba 19,2%. De l'organisation des élections par le Ministère de l'Administration Territoriale, jusqu'à Elections Cameroun (Elecram), en passant par l'Observatoire national des élections (Onel), c'est le même refrain : les plaintes pour cause de fraude électorale. La fraude électorale reste le sport favori des organisateurs du scrutin pré-



Elecram sera-t-elle à la hauteur des enjeux ?

sidentiel. Le plus récent est le contentieux préélectoral sur la non-publication de la liste nationale par Election Cameroun (Elecram), conformément à l'article 80 du Code électoral, qui suscite tant d'interprétations. En fait c'est chacun qui détient sa vérité. Abdouraman Hamadou, un acteur de la société civile, dénonce la fragmentation de la liste en 360 listes communales ; ce qui complique la vérification des inscrits. « *Cette fragmentation, associée à l'absence de publication, va à l'encontre*

des lois et semble indiquer un désir évident de favoriser un climat propice à la fraude. Ces pratiques nuisent à l'intégrité des élections et sapent la confiance des citoyens envers les institutions démocratiques », déclare-t-il. L'affaire Mrc contre Elecram a fait les choux gras de la presse, avec des renvois au Conseil constitutionnel, puis à la Cour d'Appel du Centre sans succès. Ceci ne peut que susciter frustrations au sein de l'opposition. Le politologue Moussa Njoya avait déjà reconnu en 2021, dans une tribune publiée dans les

colonnes du journal Défis Actuels, que les élections, avec ce Code électoral, seront « *à coup sûres tendues !* », avant, pendant et après.

Modification

Le politologue avait à cet effet proposé quinze points pour la modification à apporter au Code électoral. Il s'agit de : l'âge de la majorité électorale, la limitation des mandats, le financement des campagnes électorales, le bulletin unique, la biométrie intégrale, la décentralisation des votes, la composition du Conseil électoral d'Elecram, la composition des commissions de supervision et de recensement des votes, l'autonomie financière d'Elecram, le calendrier électoral, les élections à deux tours, la durée de la campagne électorale, les délais du contentieux électoral, la capacité d'auto-saisine du juge électoral et enfin le genre et les composantes sociologiques. Jusqu'à ces jours où les citoyens s'apprentent à aller voter, aucune modification n'est faite. Malgré les griefs de toute l'opposition, c'est le statu quo. Toute chose qui ne garantit pas la transparence et surtout la stabilité pendant et après le scrutin présidentiel de 2025.

O. M.

Institutions

Des organes attendus au front contre l'intolérance

Conseil national de la communication, Commission du bilinguisme et du multiculturalisme, Commission anti-corruption et Agence d'investigation financière. Le combat pour la cohésion sociale est aussi le leur.

À quelques mois de l'élection présidentielle au Cameroun, la notion de cohésion sociale est à la renverse, prise d'assaut par des discours de haine, alertant ainsi aux dangers. « Nous avons constaté que le débat politique et social se tribalise dangereusement, reléguant au second plan les discussions de fond au profit des stigmatisations ethniques et des clivages identitaires. » Cette déclaration a été faite sur les antennes de Rfi par François Bambou, le directeur de publication du journal Défis Actuels. Il est l'un des initiateurs de la tribune des patrons de presse au Cameroun, ayant dénoncé le 6 mars 2025 la prolifération des discours de haine dans les médias et les réseaux sociaux.

La sortie appelle les pouvoirs publics à agir selon la loi et la réglementation en vigueur. « Il y a une certaine complaisance des pouvoirs publics, peut-être



Peter Mafany Musonge, président de la Commission nationale du bilinguisme et du multiculturalisme.

considèrent-ils que la cause n'est pas si grave alors même que les lois existent pour sanctionner de tels discours », constate François Bambou. Pour élucider le rôle que joue la presse aux côtés de l'Etat en pareilles circonstances, il ajoute : « Il nous appartient aussi de rappeler à l'Etat qu'il

doit jouer son rôle de régulateur et de rappeler que l'éthique journalistique impose la rigueur et l'impartialité et le refus de toute forme d'incitation à la haine. »

La lutte contre les discours de haine et la promotion du vivre ensemble, fait partie des missions et programmes de la Commission

nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme qui agit en lieu et place de l'Etat du Cameroun sur toute l'étendue du territoire. Elle a ainsi mis sur pied le numéro vert 1518 pour toute dénonciation y relative. En cette période si sensible, des campagnes de lutte contre les discours de haine et le renforcement des actions de promotion de vivre-ensemble devraient s'intensifier, invitant le Camerounais à cultiver « le manger ensemble » et non « le manger seul », qui crée des clans au sein de la gouvernance. La dernière sortie de la Commission Nationale du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM), datant de septembre 2024, portait sur « les conflits intercommunautaires et la promotion du vivre ensemble au Cameroun ». Elle illustre bien la volonté de l'Etat camerounais. Il y a donc une urgence d'éduquer les citoyens avant que ne soient lancées les campagnes électo-

rales, pour une meilleure posture de patriote à adopter, adossée aux valeurs de cohésion sociale devant les éloigner de tout discours de haine. Le même regard est tourné vers la Commission nationale anti-corruption (Conac) et l'Agence nationale d'investigation financière (Anif), qui doivent dire non à la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en cette période électorale.

« Nous plaidons simplement pour un usage responsable de la parole publique où les arguments priment sur les invectives et où les médias assument pleinement leur rôle de régulateur du débat démocratique. La liberté d'expression s'accompagne de responsabilités. Il est de notre devoir de nous assurer qu'elle ne serve pas de prétexte à la fragmentation de notre société », affirme la déclaration conjointe des patrons de presse. Une telle volonté rejoint celle du Conseil National de la communication (CNC) qui doit plus que jamais redoubler de vigilance sur la discipline des médias au Cameroun.

Bertin Bidja

VOX POP

Le climat socio-politique actuel au Cameroun vous inquiète-t-il ?

Paulin Bekono, agent des impôts

« Climat incertain »



sans oublier celles tapies dans l'ombre. Tout cela semble nous conduire dans une incertitude. Bien entendu, cela suscite une certaine inquiétude mais Dieu veille. Ensuite, depuis l'élection présidentielle de 1992, aucune autre élection n'a suscité autant d'attention. Comme celle de cette année, la paix dans notre cher pays reste suspendue à la perception que les différents acteurs feront au soir du résultat de l'élection présidentielle. Aussi, nous constatons avec amertume la montée en puissance des discours de haine qui trouvent un terrain fertile sur les réseaux sociaux et dans l'espace médiatique. Le climat socio-politique, me semble-t-il, n'est pas très rassurant puisque paralysé par ceux qui prônent la violence.

Le Cameroun est à la croisée des chemins. Le climat socio-politique actuel est très tendu, mettant en exergue plusieurs acteurs, les partis politiques, la société civile, les mouvements séparatistes du Noso, la nébuleuse de Boko Haram, les troubles à la frontière Est de notre pays, et d'autres forces opposées au gouvernement qu'on observe à l'extérieur de notre pays,

Eric Fagsseu, société civile

« Vie chère, injustices, insécurité »



Le climat socio-politique actuel inquiète. Nous avons d'un côté la population qui fait face à la vie chère, les injustices, l'insécurité. Elle se plaint du mauvais état des routes, des coupures intempestives du courant électrique, de l'absence d'eau dans les robinets, de l'insalubrité des villes, de la qualité et du coût des soins dans les formations sanitaires, du chômage des jeunes et bien d'autres. Toutes les fois que ces populations tentent de s'exprimer, elles sont muselées. De l'autre côté, nous

avons un régime vieux de 43 ans, déterminé à mourir au pouvoir, pas sans avoir positionné enfants, cousins, neveux dans le système. Ils n'ont pour les populations que de vains discours. Les détournements, la corruption, la gabegie et bien d'autres, sont les points forts du Cameroun. L'année 2025 étant une année électorale, les populations pensent que par le vote, elles peuvent mettre un terme à la longévité de ce régime. Un régime qui ne se laisse pas faire, proférant des menaces à l'égard de l'opposition, créant le trouble au sein de ces partis comme c'est le cas au Pcrn ou à l'UPC. Quel type d'élection présidentielle peut-on organiser quand le régime veut mettre hors de course les leaders du MRC et du PCRN ? Il y a de fortes raisons de croire que ce sera la porte ouverte aux soulèvements et tensions. Ce sera peut-être aussi la porte de sortie du régime.

Nelson, étudiant

« Instruments de paix »

La situation actuelle au Cameroun, comme partout dans le monde, est préoccupante. Les tensions, les conflits et les injustices peuvent sembler insurmontables. Cependant, en tant que croyants, nous savons que notre espérance ne repose pas sur les circonstances terrestres, mais sur la parole de Dieu. Nous sommes appelés à être des lumières dans les ténèbres, des instruments de paix et de justice. Comme disent les saintes Écritures : « Ne vous inquiétez pas pour demain, car demain s'inquiétera de lui-même » (Matthieu 6:34). Nous devons nous concentrer sur l'éternité, sur le jugement dernier, où nous rendrons compte de nos actes. Les



politiciens, en particulier, devraient considérer l'impact de leurs décisions sur les générations futures, y compris les enfants à naître. Comme le dit le Psalmiste : « Les justes régneront sur la terre et les innocents y habiteront » (Psaume 37:29).

Propos
recueillis par
Alain Leuwat

Le prix de l'Eveil

Concours de rédaction des articles de presse en milieu scolaires

Faites participer votre école et laissez nous explorer le potentiel de vos élèves

TEL: 698432700
675170921
695172242

Email: afriqueeneveil@gmail.com
Site Web: www.afriqueeneveil.org

Leonel Keptchuime dresse un tableau sombre de l'état actuel du Cameroun:

« Une société ethnicisée, éclatée, bloquée et fragile »

Sans être alarmiste, le sociologue et chercheur au Laboratoire camerounais d'études et de recherches sur les sociétés contemporaines (Ceresc) explique pourquoi la prochaine présidentielle peut déboucher sur une crise sociale.



La prochaine élection présidentielle qui pointe à l'horizon charrie nombre d'inquiétudes. D'aucuns avancent même un risque de déstabilisation. Partagez-vous cette inquiétude ?

L'observation des indicateurs sociaux tels que la montée des discours de haine, l'exacerbation des violences langagières à caractère politique, la stigmatisation au faciès ethnique, les appels à manifestation, des grèves corporatistes annoncées, des menaces/invectives politico-administratives, etc. donne de constater un certain effritement progressif du lien social au sein de la société camerounaise. Cette dynamique, qui semble inquiétante pour les partisans du bon ordre social, est tout à fait normale. L'élection, vue comme un fait social total, draine avec elle un courant de passions, d'actions et de réactions, lesquelles participent à cette désagrégation du tissu social.

La fragilité de la cohésion nationale est régulièrement mise en avant. La société camerounaise est-elle si fragile ?

Le Cameroun apparaît aujourd'hui comme une société ethnicisée, éclatée, clivée, bloquée et donc fragile.

Qu'est ce qui fait cette fragilité ?

Cette fragilité est causée par un ensemble de facteurs. Nous prendrons pour exemple l'hyperpoliticisation du quotidien, laquelle charrie au passage un ensemble de déconvenues. On a l'impression que la politique occupe l'essentiel du temps des Camerounais. Ceci se constate à travers les multiples débats

cette hyperpoliticisation participe activement à créer des fossés et des dichotomies entre divers acteurs

politiques diffusés à longueur de journée sur les chaînes de télévision, de radio et, plus encore, sur les réseaux sociaux numériques. Loin de les rapprocher, cette hyperpoliticisation participe activement à créer des fossés et des dichotomies entre divers acteurs (Tontinards contre Sardinards, Eglisiens contre Hiboux, etc.) En plus, comme autre indicateur,

on assiste à une montée exponentielle des discours de haine ; fortifiant ainsi l'exacerbation du communautarisme. En observant les joutes verbales à coloration ethnophobe, on a l'impression que le Cameroun, jadis fier de sa diversité, apparaît aujourd'hui comme un simple conglomérat de groupes communautaires n'ayant aucune envie de poursuivre la même destinée ensemble.

on a l'impression que le Cameroun, jadis fier de sa diversité, apparaît aujourd'hui comme un simple conglomérat de groupes communautaires n'ayant aucune envie de poursuivre la même destinée ensemble.

Faut-il dès maintenant envisager d'éventuelles troubles quant aux préparatifs, au déroulement et à la phase postélectorale relativement à la présidentielle ?

On ne va pas être alarmiste ou va-t-en-guerre. Cependant les signaux rouges que nous avons évoqués plus haut donnent de conjecturer que cette élection aura énormément à montrer et à donner. Si l'on se fie à certaines réactions, il est clair que certains partis politiques se préparent déjà à passer à l'offensive.

Cette présidentielle est-elle, de votre point de vue, spéciale depuis le retour au multipartisme ?

Chaque élection a son histoire et ses spécificités. On ne saurait objectivement attester qu'un scrutin, pour une raison ou une autre, serait spéciale par rapport aux précédents. Néanmoins, il y a lieu de souligner que l'élection présidentielle à venir, laisse déjà voir quelques particularités. Par exemple, nous avons un pouvoir en place que certains qualifient de grabataire, fatigué et improductif, qui tient absolument à se maintenir. Ceci se confirme par les multiples appels à candidature et motion de soutien à l'endroit de leur champion qui tarde encore à se prononcer sur une éventuelle future candidature. D'un autre côté, on a

nous avons un pouvoir en place que certains qualifient de grabataire, fatigué et improductif, qui tient absolument à se maintenir.

une opposition plus ou moins farouche qui a soif de changement, et pour cela mobilise un ensemble de capitaux. Il est évident que cette élection aura un ensemble de vérités à nous livrer.

Est-ce que les fractures politiques, économiques et sociales pourraient être exacerbées par l'élection présidentielle ?

Congénitalement, l'élection, qu'elle que soit sa forme, démocratique ou despotique, crée toujours des divisions et, par ricochet, peut participer à l'exacerbation des crises sociales. L'élection engendre toujours son lot de contents et de frustrés. Donc, il est bien envisageable que le futur scrutin présidentiel aggrave un peu plus, les fractures sociales.

Quels sont les défis internes qui rendent cette année particulière et délicate ?

Parlant de défis internes qui concourent à porter une attention particulière sur l'échéance électorale à venir, il faut dire que le Cameroun fait face à plusieurs réalités. On peut citer à ce titre la question de la crise anglophone dans les deux régions anglophones du pays, la question des détournements massifs des deniers publics, l'exacerbation de la corruption, les recrutements au faciès dans la fonction publique, le chômage sans cesse élevé, la fuite des cerveaux vers les pays développés, la prise en otage des institutions de la République par des organisations sectaires, etc. Les Camerounais s'attendent à ce que ces défis puissent être solutionnés.

Y a-t-il des défis liés aux élections sénatoriales également prévues cette année ?

Les sénatoriales n'ont pas un véritable enjeu dans le quotidien des Camerounais lambda. On n'en parle presque pas. Il s'agit en fait d'une élection élitiste.

la notion de changement implique l'innovation, la nouveauté, le renouvellement, etc.

A quoi peut correspondre le changement dont parle une grande partie des Camerounais ?

Fondamentalement, la notion de changement implique l'innovation, la nouveauté, le renouvellement, etc. Maintenant, pour revenir à votre interrogation, je ne sais pas ce que vous mettez dans : « une grande partie des Camerounais ». Je suppose que cette catégorie citée veut de nouveaux profils ou, dirais-je, visage à la tête des institutions.

S'il est admis que les Camerounais dans leur immense majorité aspirent à un changement de gouvernance politique, est-ce qu'il y a une cristallisation sur cette aspiration en 2025 ?

Je me reprends une fois de plus, je ne peux définir ce que vous entendez par « immense majorité », peut-être avez-vous fait des sondages, et que vous détenez des éléments d'objectivation, ça je

l'ignore. Mais, je peux tout simplement dire que l'élection présidentielle de 2025 aura son lot d'enjeux et de surprises, d'où cette forme de cristallisation.

Que pourrait-il arriver si ce changement ne se produit pas ?

(Rires). Je ne fais pas dans la futurologie cher ami.

Si d'aventure le Président rempilait au sortir des urnes, quelle peut en être la suite ? Faudrait-il s'attendre à un apaisement ou à des tensions ?

(rires) Que sais-je ?

Les sorties de quelques évêques contre une éventuelle candidature de Paul Biya soulignent-elles une position morale et éthique de nombreux Camerounais ?

Les évêques sont des leaders communautaires, bien que religieux. Ils sont des acteurs avertis sur un certain nombre de réalités, qui travaillent le quotidien de leurs fidèles. Par conséquent, ils ne sauraient restés ternes face à des faits qui ne rentrent pas dans une orthodoxie qu'ils jugent éthique. Pour cela, dans une certaine mesure, ils peuvent être perçus comme porteurs d'un message conçu au sein de leur communauté.

Les candidatures de Biya et de Kamto consolideraient-elles finalement les lignes de fracture de la société camerounaise tant leurs partisans et leurs pourfendeurs cristallisent une certaine opposition et une tension certaine ?

Hummm ! Objectivement, je ne peux apporter d'éléments de réponse à cette question. Toutefois, c'est une possibilité.

Est-ce que des acteurs et des facteurs externes ont encore une véritable emprise sur le destin du Cameroun ?

Le Cameroun est un État indépendant depuis 1960, et de ce fait, jouit de toute son autonomie, et par conséquent n'a de leçons à recevoir de personne. Pour cela, parler d'emprise au sens premier qui signifie soumission servile, est excessif. Toutefois, nous ne vivons pas en autarcie ou en vase clos. Déjà, le Cameroun est membre signataire d'un ensemble d'accords internationaux, ce qui le soumet à certaines exigences. En plus, les

chacun à son niveau doit cultiver le respect de l'altérité et, surtout, penser à l'en-commun

Camerounais observent le monde dans sa dynamique. Des expériences vécues ailleurs peuvent être capitalisées dans notre contexte.

Qu'est ce qui pourrait être une garantie de détente ou constituer tout au moins des garde-fous ?

Il n'y a pas de solution abracadabrantesque à sortir d'un quelconque chapeau magique. Il en va davantage de la volonté des Camerounais à vouloir faire chemin ensemble. Pour cela, chacun à son niveau doit cultiver le respect de l'altérité et, surtout, penser à l'en-commun. Il y a nécessité de mettre sur pied et d'encourager le dialogue inclusif et surtout constructif en vue de réhabiliter cette nation balbutiante. Somme toute, il faut absolument avoir l'audace de mettre sur pied des politiques d'amitié au travers des programmes publics plus créatifs et générateurs d'infrastructures de circulation, de partage et de convi-vance.

Propos recueillis par Assongmo Necdem

Le sacrifice des Camerounais pour la France

Dans leur rapport, les chercheurs camerounais et français qualifient cette période d'« années noires » au cours desquelles la puissance coloniale a contraint la population à des travaux forcés pour l'exploitation des ressources naturelles du territoire.

À l'orée de la guerre, le Cameroun fait figure de territoire relativement prospère avec ses exportations de produits agricoles rentables (cacao, arachides, produits palmistes, bananes, caoutchouc, café et bois) issues de plus ou moins grandes plantations, la présence de firmes étrangères et un budget excédentaire. Le choix du Cameroun par la France libre est loin d'être anodin : il s'agit de profiter de ce dynamisme économique pour servir l'effort de guerre. Le Cameroun est donc engagé dans la guerre totale au même titre que l'Afrique Equatoriale Française. Dès septembre 1939, une économie de guerre est mise en place dont l'objectif est de ravitailler la métropole. Après août 1940, les efforts économiques sont concentrés sur les cultures pérennes d'exportation. « *Le cacao fut la production qui contribua par excellence à l'économie de guerre* », rappelle l'historien Léonard Israël Sah avec une augmentation des surfaces cultivées, passant de 72 754 ha en 1941 à 125 322 ha en 1944. D'autres produits connaissent des fluctuations durant la guerre : le café exporté vers l'Union sud-africaine, les États-Unis et le Commonwealth, la banane, l'arachide dans le nord ou encore l'huile de palme en Sana-ga-Maritime, surnommé « *palm belt* ». Ces productions agricoles s'accompagnent d'une « *camerounisation* » progressive des planteurs. La production du caoutchouc sylvestre, essentielle dans la fabrication des pneus militaires, connaît aussi une forte croissance. Ce type de caoutchouc « *sauvage* » est récolté par des cueilleurs itinérants, et sa qualité est moindre que le caoutchouc de plantation : abandonnée avant la guerre, son exploitation est finalement vantée lors de tournées de propagande, notamment par la projection de films pédagogiques, et mobilise durement les populations civiles, en particulier dans l'est-Cameroun. Des témoignages locaux évoquent le départ des élèves et de leurs instituteurs en forêt pour plusieurs semaines afin de procéder à la récolte du latex. Le Cameroun possède également une grande plantation d'hévéa à Dizangue en Sana-ga-Maritime, mais encore aux débuts de son exploitation. Au total, en 1943, le Cameroun a produit près de trois quarts des quantités de produits agricoles bruts exigées aux territoires d'Afrique centrale, soit trois cents tonnes. Les autorités coloniales tentent de protéger au mieux les cultures vivrières nécessaires à la subsistance des populations.

Surexploitation des ressources naturelles

D'autres produits stratégiques pour la France libre sont exploités : différents types de bois et des produits de l'élevage, en particulier dans le nord, nécessaires pour fournir de la viande aux soldats mobilisés. Mais l'autre source de richesse majeure est constituée des produits miniers, essentiels dans le financement de l'effort de guerre. Le Cameroun dispose de stocks limités ou peu exploités en molybdénite, colombite, tantalite ou étain. En revanche, il possède un minerai hautement stratégique, le rutile, essentiel dans la fabrication de fumigènes et de coques de véhicules militaires, avions et fusils. Il est exploité dans des gisements alluvionnaires, le



Les autorités de la France Libre au Cameroun pendant la seconde guerre mondiale.

long des ruisseaux et rivières. Son tonnage atteint 3 320 tonnes en 1943, alors que sa production n'était que de 450 tonnes en 1940. L'or est exploité dans les forêts éloignées de l'est du pays, à Bétaré-Oya, depuis les années 1930 et son exploitation est intensifiée durant la guerre : en 1941-1942, plus de 700 kilos d'or sont exportés. L'exploitation est gérée par de grandes sociétés qui recrutent parfois jusqu'à 1400 ouvriers pour une production mensuelle de douze kilos. La mobilisation économique du Cameroun est facilitée par un accord signé avec le Royaume-Uni en janvier 1941 qui permet au territoire mandataire d'éviter l'asphyxie et de vendre ses produits à cette puissance alliée.

L'effort de guerre mobilise intensivement les populations civiles. Dans un premier temps, des dons et souscriptions, venus de salariés, d'associations traditionnelles ou de groupement de planteurs, sont organisés de manière spontanée. D'abord en nature : dès le début de la guerre, des notables et planteurs camerounais, comme Joseph Taptchom Sando Fotso à Bandjoun-Bafang et Michel Fonkoua à Bafang-Bafoussam, envoient du café à l'administration coloniale en guise de soutien. La Jeucafra (Jeunesse camerounaise française) tente aussi de mettre en place un comité de collecte de fonds alors que les colons européens financent l'achat d'avions après le « *ralliement* ». Des dessins sont exposés dans certains villages avec l'inscription « *voici l'avion que vous devez acheter pour le général de Gaulle* ».

Travaux forcés

Mais la réquisition de main-d'œuvre, dans les plantations ou sur les chantiers miniers, est beaucoup plus brutale. À la demande de l'administration, ces recrutements forcés sont organisés par les chefs via leurs tchindas (serviteurs), des policiers locaux, qui s'emparent d'hommes et de femmes sur les places publiques, dans les marchés ou à la sortie des trains. Le travail forcé donne lieu à des séjours de travail de quelques semaines à trois mois, durant lesquels les difficiles conditions de vie provoquent malnutrition, épuisement et décès. Les travailleurs du Mbam, région carrefour autour de Bafia et Yoko, sont mobilisés dans l'exploitation éprouvante du rutile de Mayo-Darlé, toute la journée dans le lit froid des ruisseaux, alors que des battues sont organisées par la Société agricole forestière africaine (Safa) d'Henri Chamaulte. Lucas Atangana,

dans ses souvenirs, évoque ces rafles dans les villages pour alimenter les plantations de Dizangue, volontiers comparées à un camp de travail forcé. Cette main-d'œuvre réquisitionnée, sous la forme de prestations obligatoires, est aussi employée sur d'importants chantiers publics tels que la construction de routes, de ponts, de bâtiments, de pistes d'atterrissage et de camps militaires. L'histoire orale conserve le souvenir traumatique de ces « *chasses à l'homme* » comme en témoignent deux Camerounais interviewés par Léonard Sah en 1984 : « *Traqués, les hommes valides ne trouvèrent leur salut que dans la fuite. Ils désertèrent les villages, les marchés et se cachèrent qui dans les grottes, qui dans les forêts. Il est arrivé que ceux qui résistaient après avoir été pris soient battus à mort* ».

De son côté, Idelette Dugast, épouse de l'administrateur du même nom, démolit aussi la vision d'un recrutement sans contrainte durant la guerre : « *Ayons le courage de notre honte et transportons-nous dans les villages pour prendre part au recrutement* », propose-t-elle, avant de décrire les violences exercées par les recruteurs locaux. L'histoire orale conserve aussi le souvenir des difficultés rencontrées dans les activités de cueillette ou d'extraction minière : les pieds dans l'eau froide toute la journée pour les alluvions de rutile et d'or, un latex difficile à récolter en pleine forêt et imposant un éloignement durable de leurs villages d'origine. La guerre est l'occasion de couvrir de nombreux abus perpétrés par des colons, des chefs et des fonctionnaires contre la main-d'œuvre réquisitionnée. Lucas Atangana évoque ainsi des mesures de rétorsion contre les chefs qui ne fournissent pas les quantités de vivres exigées : la condamnation à des travaux obligatoires, tels que l'entretien de voirie, est vécue comme un acte de délégitimation politique fort. À ces réquisitions, il faut ajouter une augmentation du poids des taxes et des impôts, durement ressentie par les populations civiles. Dans le Mbam, à Bafia, l'impôt de capitation augmente de 42,8% entre 1939 et 1942, alors que ces mêmes populations sont priées de contribuer au ravitaillement du camp militaire d'Ornano.

Cette mobilisation économique s'accompagne d'un durcissement de l'encadrement administratif et politique par les autorités coloniales. Un Service général de l'information, lié au Haut-Commissariat,

permet de diffuser des idées favorables à la France libre tout en contrôlant les informations de la presse, de la radio ou des films projetés. L'un des principaux périodiques L'Eveil du Cameroun, créé en 1927, comme des titres étrangers, sont régulièrement censurés. Les milieux européens sont infiltrés par des agents de renseignements, et leurs informations sont centralisées et étudiées par la section d'études de Yaoundé, le service de renseignement intercolonial fixé au Cameroun. Les individus jugés dangereux pour la sûreté nationale sont assignés à résidence ou envoyés en centres d'internement à Batchenga, Ayos ou Akometan. Des procès ont lieu en 1941 contre les partisans germanophiles accusés de « *propagande anti-française et intelligence avec l'ennemi* ». Le contrôle des populations camerounaises est d'autant plus sensible que les fonctionnaires coloniaux sont moins nombreux durant la guerre – 210 hommes, soit 2/5ème des effectifs d'avant-guerre –, ce qui constitue un risque de déstabilisation de l'ordre colonial au Cameroun.

« Médecine politique »

Enfin, l'ordre colonial devient particulièrement autoritaire dans certaines régions soumises à des expérimentations politiques et administratives. Dans Le médecin qui voulut être roi (2017), l'historien Guillaume Lachenal décrit ce tournant dans la région du Haut-Nyong à l'est du Cameroun. De 1939 à 1948, des médecins du Corps de Santé colonial se voient confier l'administration intégrale de ce territoire vaste comme la Suisse pour y conduire une expérimentation politique : la mise en place d'une utopie médicale. Le médecin colonial Jean-Joseph David, arrivé au Cameroun en octobre 1939, obtient, aux côtés de six autres médecins, le commandement de cette « *région médicale du Haut-Nyong* » avec les pleins pouvoirs pour mener des actions qui relèvent de la « *médecine politique* ». Identifié comme foyer épidémique de la maladie du sommeil, la trypanosomiase, ce territoire de l'est-Cameroun se structure alors tel un « *archipel de camps* » avec le centre d'Ayos comme lieu de ségrégation, d'incarcération et d'expérimentation à destination des malades.

Les médecins s'efforcent de développer des politiques pour favoriser le redressement démographique de cette région sous-peuplée –médicalisation de la maternité, politique scolaire centrée sur l'hygiène et le sport, politique agricole autour du cacao et du soja. Plusieurs acteurs locaux, comme les missionnaires, s'inquiètent de la soumission d'une région aux impératifs de santé publique comme des pouvoirs excessifs attribués à ce médecin Jean-Joseph David, devenu « *complètement cinglé* » et surnommé « *l'Empereur de l'est* ». À la faveur de la guerre, les médecins forcent les populations à travailler pour la récolte du latex sauvage et la maladie du sommeil connaît une recrudescence. Cette expérimentation médicale et politique échoue.

Extrait sélectionné par Assongmo Ncedem

Source : La France au Cameroun (1945-1971). Rapport de la Commission « *Recherche* » sur le rôle et l'engagement de la France dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition au Cameroun de 1945 à 1971. P.p 59-63.

*La titraille est de la rédaction

Le résultat du désordre

Retard du vol Camair.Co, un avion sans carburant, le joueur James Eto'o en situation irrégulière. Des péripéties qui ont contraint les Lions à attendre à même le sol, puis à prendre la route pour finalement arriver à quelques heures du match. Le Cameroun a fait 0-0 avec l'Eswatini.

Si l'écart sur le papier et au classement Fifa des meilleures nations au monde est abyssale, la différence ne s'est réellement pas fait ressentir sur le terrain. Dans un match fermé, les deux équipes se sont séparées sur un score nul et vierge malgré une nette domination camerounaise, avec une possession de balle à 67% et 13 tirs tentés. Un résultat qui reflète côté camerounais, tout le désordre qui a émaillé la préparation de cette rencontre.

Un voyage rocambolesque

Ce résultat n'est que la suite logique du trouble qui s'est de nouveau installé dans la tanière des Lions Indomptables. Alors que certains joueurs étaient encore en club jusqu'à lundi matin, il aurait été judicieux de se rassembler directement en Afrique du Sud. Le sélectionneur Marc Brys a exigé que ses joueurs se retrouvent au Cameroun avant de prendre le départ pour Nelspruit. La ville qui est à plus de 300 kilomètres de Johannesburg, ferme les portes de son aéroport très tôt. Les Lions devaient donc quitter Yaoundé au petit matin. Le vol prévu à 11h a eu un léger retard. C'est finalement à 12h que l'avion de la compagnie aérienne Camair-co a quitté



Le 11 entrants des Lions Indomptables contre l'Eswatini.

le tarmac de l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen.

Sauf qu'il a d'abord fallu faire une escale au Congo. Le motif évoqué ici était de faire le plein de kérosène pour la suite du voyage. Arrivé en Afrique du Sud, la police des frontières a retenu les Lions un bon moment. Pour cause, le milieu de terrain, James Eto'o, sociétaire du CSKA Sofia en Bulgarie, n'avait pas son passeport camerounais. Il a oublié ce document en Bulgarie et ne détenait que son passeport bulgare qui n'est pas admis sur le sol sud-africain. Résultat de course, il a été bloqué à l'entrée du pays et l'équipe a poursuivi le voyage sans lui.

La mésaventure ne s'arrête pas là. L'aéroport de Nelspruit déjà fermé, la team Cameroun est obligée de descendre à l'aéroport de

Johannesburg. La suite du voyage devra se faire par route. Il faut trouver un bus. Cela a pris quatre bonne heure pour avoir un véhicule. Les joueurs, comme désemparés attendaient, là, assis à même le sol, dans cet aéroport. C'est finalement aux encablures de 3h55, heure sud-africaine, que les Lions vont arriver à Nelspruit. Entre fatigue du voyage et entraînement du matin, c'est avec les jambes lourdes que les joueurs ont entamé cette rencontre, dont le résultat n'a été que trop évident.

Fecafoot et Minsep se rejettent la faute

La responsabilité de ce voyage désastreux n'est pas clairement établie. Du côté de la fédération, on argue que suite à une note du Premier ministre, la gestion

financière de l'équipe leur a été retirée et donc qu'ils ne sont pas comptables de ce résultat. Au ministère des Sports et de l'Education physique, même son de cloche. Ici les responsables disent que c'est le coordonnateur des sélections, Timothée Atouba et le Team manager, Nicolas Alnoudji, qui ont géré toute la logistique. Non sans s'appuyer sur le fait que la fédération aurait obligé les joueurs à rallier d'abord le Cameroun pour le shooting photos avec les maillots du nouvel équipementier. Toujours est-il que le Cameroun n'est plus premier de la poule D. Le Cap-Vert, tombeur de l'Île Maurice (1-0), s'est emparé de la tête du groupe. Les Lions Indomptables se compliquent inutilement la tâche et devront réagir ce mardi face à la Libye au stade Ahmadou Ahidjo à Yaoundé. Notons qu'au terme de ce tournoi qualificatif, le leader de la poule sera directement qualifié pour la coupe du monde. Les quatre meilleurs deuxièmes de l'ensemble des poules disputeront un mini tournoi régional. Le vainqueur ira jouer sa qualification dans une opposition avec un représentant de la zone Concacaf qui regroupe l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

Guy Etom

Cameroun-Libye

Opération rachat pour les Lions

Après le décevant match nul face à l'Eswatini (0-0) mercredi dernier, l'équipe nationale peut refaire son retard ce mardi au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé.

Le Cameroun affronte la Libye ce mardi 25 mars 2025 au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé à 20h. Match comptant pour la 6ème journée des qualifications de la Coupe du monde Canada/Mexique/États-Unis 2026. Une rencontre déjà décisive pour les poulains de Marc Brys qui ont perdu la tête du groupe D après le nul face à l'Eswatini et la victoire du Cap-Vert face à l'Île Maurice (1-0).

Même si une victoire ne redonne pas automatiquement la première place au Cameroun sous réserve du résultat du Cap-Vert, il permettra aux Lions de ne pas se détacher du duo de tête. Mais la bataille s'annonce rude. La Libye est joueuse. Au match aller en novembre 2023, les deux équipes se sont séparées sur un score de parité (1-1). Olivier Ntcham, non convo-



Vendredi 21 mars 2025. Les Lions au cours de leur séance d'entraînement.

qué par Marc Brys, était l'unique buteur côté camerounais sur penalty.

Avantage aux Lions

Dans l'historique des éliminatoires de la Coupe du monde, Lions Indomptables et Chevaliers de la Méditerranée, se sont déjà rencontrés à 7 reprises. Tout d'abord lors de la campagne qualificative pour le Mondial 2002. Le 20 juin 2000, le Cameroun

disposait alors de la Libye (0-3) et le 22 avril 2001, les Lions récidivaient avec une victoire (1-0). Les deux nations se sont retrouvées pour les éliminatoires du Mondial 2006. Le Cameroun l'a emporté (1-0) et a concédé le nul (0-0). Pour le Mondial 2014, la Libye l'a emporté à l'aller (2-1) et le Cameroun s'est rattrapé au retour (1-0). Le match du 21 novembre dernier était le 7ème. Sans comp-

ter que les deux équipes se sont également affrontées lors de la phase de poule de la Coupe d'Afrique des nations (Can) en 1982. Le match s'était soldé sur un score nul et vierge. Ce sont donc quatre victoires, une défaite et trois nuls pour le Cameroun. Un avantage qui peut s'avérer décisif sur l'issue de la rencontre. Tout en prenant en compte la superstition selon laquelle le Cameroun n'a plus perdu sur le mythique stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. Marc Brys, va également enregistrer le retour de deux joueurs majeurs : Franck Zambo Anguissa et Yvan Neyou. Les deux joueurs étaient absents face à l'Eswatini pour cause de blessure. C'est donc avec son groupe au complet que le technicien belge affronte la Libye.

G. E.

Can U17

Les Lions sont au Maroc

L'équipe nationale du Cameroun des moins de 17 ans (U17) est arrivé ce samedi 22 mars à Casablanca au Maroc, pour prendre part à la Coupe d'Afrique des nations (Can) de sa catégorie.

Après plusieurs heures de vol entre Yaoundé et Casablanca au Maroc, les Lions U17 ont livré une rencontre amicale face à la Côte d'Ivoire en début de soirée du samedi dernier. Les poulains du sélectionneur Saidou Alioum ont subi une cuisante défaite (3-0), certainement émoussillés par le long trajet. brillamment remporté le tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Unifac) 2025. En dominant leurs adversaires par des scores fleuves. 9-0 contre la Centrafrique, 7-1 contre le Gabon et 6-0 contre la République démocratique du Congo. Des performances qui, jumelées aux grands gabarits des joueurs camerounais avaient suscité



Samedi 22 mars 2025. Les Lions U17 à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen en partance pour la Can au Maroc.

Le Royaume Chérifien accueille du 30 mars au 19 avril 2025 la Can U17. Le Cameroun, logé dans le groupe B, entame sa compétition face au Burkina Faso le lundi 31 mars. David Mimbang et ses coéquipiers devront ensuite faire face à l'Afrique du Sud le 3 avril et à l'Égypte le 6 avril. Un groupe relevé pour les lionceaux qui rêvent de rééditer l'exploit de 2019 en Tanzanie. Le Cameroun avait remporté la compétition face à la Guinée.

Le Cameroun arrive gonflé à bloc. Les doubles champions d'Afrique ont

une polémique quant à leur véritable âge. Les Lions Indomptables arrivent au Maroc avec un double objectif. D'abord remporter la 3ème étoile, mais aussi se qualifier pour la Coupe du monde U17 qui se déroulera du 3 au 27 novembre prochain au Qatar. Pour cela, Le Cameroun devra atteindre au moins l'étape des demi-finales. Car, les quatre demi-finalistes de la compétition sont directement qualifiés pour le Mondial.

G. E.

Lisez et faites lire L'Afrique En Eveil

INFO
www.afriqueeneveil.org
Mafriqueeneveil@gmail.com



L'AFRIQUE EN EVEIL

Aujourd'hui l'espoir

LE PRIX DE L'ÉVEIL

Concours des meilleures plumes jeunes
des lycées et collèges de Yaoundé

*Un instantané de la revalorisation
de l'écriture*

De Novembre 2024 à Février 2025

Soumissionnez en ligne à l'adresse suivante :

Email : afriqueeneveil@gmail.com

Visitez le site d'Afrique en Eveil : www.afriqueeneveil.org

PRESSE ECRITE

L'AFRIQUE EN EVEIL

Aujourd'hui l'Espoir

Nous sommes une jeune équipe dynamique à votre service et présents sur toutes les plateformes

2 ^{ème} de couverture :	200 000 Fcfa
4 ^{ème} de couverture :	300 000 Fcfa
1 Page intérieure :	150 000 Fcfa
1/2 Page intérieure :	100 000 Fcfa
Double page centrale :	400 000 Fcfa
Bandeau à la Une :	75 000 Fcfa